



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

SOUS-PRÉFECTURE DE REDON
Administration Générale

ARRÊTÉ AUTORISANT L'UTILISATION DE PRODUITS EXPLOSIFS DÈS RÉCEPTION POUR L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DU « TERTRE GAUTIER » SUR LA COMMUNE DE VIEUX VY SUR COUESNON PAR LA SOCIÉTÉ PIGEON GRANULATS OUEST

**LE PRÉFET DE LA RÉGION DE BRETAGNE,
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE,**

VU la loi n°63.760 du 30 juillet 1963, relative à la constatation des infractions à la législation sur les substances explosives, codifié au Code de la Défense, notamment son article L2353-1 ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 modifié, relatif à l'acquisition des produits explosifs ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 modifié, relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale ;

VU la circulaire interministériel du 9 novembre 1982 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2015 portant réorganisation de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2015 donnant, dans le domaine des explosifs, délégation permanente de signature pour l'ensemble du département à M. Guy TARDIEU, sous-préfet de Redon ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mars 2014 autorisant la Société PIGEON GRANULATS OUEST à utiliser, pour une durée de 5 ans, des explosifs dès réception pour l'exploitation de la carrière « Sautoger » à VIEUX VY SUR COUESNON ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2010, autorisant la société PIGEON GRANULATS OUEST à utiliser des explosifs dès réception pour les besoins de l'exploitation de la carrière « Sautoger » sur le territoire de la commune de VIEUX VY SUR COUESNON ;

VU la demande d'autorisation d'utilisation de produits explosifs dès réception présentée le 13 octobre 2015, par la société PIGEON GRANULATS OUEST, représentée par M. Yannick LEMAITRE, directeur, demande visée par le Maire de VIEUX VY SUR COUESNON ;

VU les documents annexés à ladite demande ;

VU l'avis du directeur régional de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

VU l'avis du Commandant le Groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE

Article 1 - La société PIGEON GRANULATS OUEST dont le siège social est situé « La Guérinière» 35 370 ARGENTRÉ DU PLESSIS, est autorisée à utiliser des produits explosifs dès réception, sur le territoire de la commune de VIEUX VY SUR COUESNON, au lieu-dit « Sautoger », pour l'exécution des travaux ci-après désignés :

⇒ Exploitation de la carrière Sautoger.

Article 2 - Sous réserve de l'application de l'article 3 ci-dessous, la validité de la présente autorisation est de **5 ANS** à compter du présent arrêté.

Elle peut être retirée à tout moment, sans mise en demeure ni préavis, en application de l'article R 2352-16 du code de la défense.

Dès la fermeture de l'exploitation, le bénéficiaire retournera la présente autorisation à la sous-préfecture de Redon et en informera le service technique intéressé, conformément à l'article R 2352-114 du code de la défense.

Article 3 - Les personnes physiques responsables de l'utilisation des produits explosifs au titre de la présente autorisation sont :

- M. Yannick LEMAITRE, directeur général
- M. Alain JUGON, chef d'équipe

habilités à cet effet pour la durée du contrat qui les lie à l'entreprise PIGEON GRANULATS OUEST.

La présente autorisation n'est valable que pour les personnes désignées ci-dessus. Toute nouvelle désignation implique le dépôt d'une nouvelle demande.

Article 4 - Les quantités maximales de produits explosifs que le bénéficiaire est autorisé à recevoir en une seule expédition, sont fixées à :

- 3 500 kg de produits explosifs de classe 1.1 D,
- 40 à 100 détonateurs de types électriques et/ou électroniques.

La fréquence autorisée pour les livraisons est de deux expéditions maximales par mois.

La quantité maximale annuelle de produits explosifs à recevoir est limitée à 45 tonnes d'explosifs et à 560 à 900 détonateurs de types électriques et/ou électroniques.

Article 5 - Le transport des produits explosifs est assuré par la société TITANOBEL :

- dépôt de Lignièrès : 53140 LIGNIÈRES/ORGÈRE
- dépôt de Riaillé : 44440 RIAILLÉ
- dépôt de Plévin : 22340 PLÉVIN

Chaque transport donnera lieu à l'établissement d'un titre d'accompagnement et sera effectué au moyen du véhicule répondant aux prescriptions réglementaires de l'arrêté ministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs.

Article 6 - Les produits explosifs seront pris en charge par le bénéficiaire au moment de leur acquisition sur le lieu d'utilisation.

Article 7 - Les produits explosifs devront être utilisés dans la période journalière d'activité qui suit la livraison. Depuis leur prise en charge jusqu'à leur emploi effectif, y compris pendant leur stockage éventuel à proximité du chantier d'utilisation en attente d'emploi, les personnes désignées à l'article 3 sont responsables des mesures à prendre pour garantir la sécurité, la bonne conservation des produits et leur protection contre le vol. Elles veilleront notamment à ce qu'un gardiennage soit assuré en permanence durant cette période.

Article 8 - Dans le cas où tous les produits explosifs livrés n'auraient pas été consommés dans la période journalière d'activité, les produits non utilisés devront, au terme de ce délai, être acheminés aux mêmes conditions administratives qu'à l'aller, vers le dépôt du fournisseur, la société TITANOBEL – 53140 LIGNIERES-ORGERES.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles et imprévues, le bénéficiaire dispose sur le chantier de produits explosifs au-delà de la période journalière d'activité, il devra en aviser immédiatement la gendarmerie et en assurer le gardiennage par l'une des personnes visées à l'article 3.

En tout état de cause, dans un délai de trois jours à compter de la réception des produits explosifs, le bénéficiaire devra remettre les produits au fournisseur.

Article 9 - Les produits explosifs devront être utilisés conformément aux conditions stipulées par la demande d'autorisation et ses annexes.

L'emploi de ces produits est en outre subordonné au respect des dispositions fixées par :

- le décret n° 92.1164 du 22 octobre 1992 modifié, concernant l'emploi des explosifs dans les carrières, et ses textes d'application (Titre Explosifs du Règlement Général des Industries Extractives (RGIE)),
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières,
- l'arrêté préfectoral du 18 mars 2014 autorisant l'exploitation de la carrière.

Article 10- Le bénéficiaire devra tenir un registre de réception et de consommation des produits explosifs. Y seront précisés :

- ◆ le ou les fournisseurs,
- ◆ l'origine des envois,
- ◆ leurs modalités,
- ◆ l'usage auquel les explosifs sont destinés,
- ◆ les renseignements utiles en matière d'identification,
- ◆ les quantités maximales à utiliser dans une même journée,
- ◆ les modalités de conservation et de protection permanente entre le moment de la réception et celui de l'utilisation,
- ◆ les mesures prévues pour assurer dans les délais convenables la restitution au fournisseur avec l'accord de celui-ci, des explosifs non utilisés.

Ce registre sera présenté à toute requête de l'autorité administrative.

Article 11- La perte, le vol et plus généralement la disparition, quelle qu'en soit la cause effective ou supposée, de produits explosifs doivent être déclarés à la gendarmerie le plus rapidement possible et, en tout cas, dans les vingt-quatre heures qui suivent la constatation.

Article 12- Le défaut de déclaration de la disparition de produits explosifs est réprimé par les sanctions prévues à l'article L2353-11 du code de la défense ainsi rédigé :

« Toute personne détentrice d'une autorisation de fabriquer, d'acquérir, de transporter ou de conserver en dépôt des produits explosifs, qui n'a pas déclaré auprès des services de police ou de gendarmerie dans les vingt-quatre heures suivant le moment où elle a eu connaissance de la disparition de tout ou partie de ces produits, est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 6 000 Euros.

Lorsque la personne détentrice d'une autorisation est une personne morale, les mêmes peines sont applicables à ses dirigeants si ces derniers ont eu connaissance de cette disparition et ne l'ont pas déclarée dans le délai prévu à l'alinéa précédent. »

Article 13- Le bénéficiaire devra porter immédiatement à la connaissance de la Direction Régionale de l'Environnement Aménagement Logement, tout accident survenu, du fait de l'emploi de produits explosifs, à des personnes étrangères aux travaux liés à cet emploi

Article 14- La présente autorisation d'emploi dès réception ne permet pas, à elle seule, d'acquérir des produits explosifs.

Une autorisation d'acquisition, sous la forme d'un certificat d'acquisition, devra être sollicitée par le bénéficiaire à cet effet.

Article 15- Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2010 susvisé autorisant l'utilisation de produits explosifs dès réception, sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Article 16- Le sous-préfet de Redon, le Maire de VIEUX VY SUR COUESNON, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, et le colonel commandant le groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée et notifiée à M. le directeur de la société PIGEON GRANULATS OUEST.

REDON, le 16 novembre 2015

Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Redon,

Guy TARDIEU

Voies et délais de recours

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Molte – CS44416 - 35044 RENNES cedex, également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.